

Déclaration à la réunion extraordinaire des ministres de l'agriculture du G20, le 21 avril 2020

Alors que la crise sanitaire due au COVID-19 est en train de déclencher une crise sociale et économique de plus grande ampleur, nous estimons que des mesures sont requises de toute urgence afin de protéger la sécurité alimentaire et l'alimentation à l'échelle mondiale. Ces mesures ne sauraient néanmoins se limiter à assurer la circulation des denrées alimentaires. Un éventail plus large de mesures est nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire, au cours de la crise COVID-19 et par la suite.

Si les gouvernements doivent travailler en étroite coordination pour se prémunir contre les ruptures d'approvisionnement alimentaire qui menacent l'accès à des ressources élémentaires en termes de nutrition, il convient de veiller à ce que ces mesures ne compromettent pas la sécurité alimentaire, la santé et les moyens de subsistance de ceux et celles qui produisent des aliments pour le monde.

La fermeture des frontières et l'interdiction des marchés ont mis en évidence l'extrême fragilité d'un système alimentaire dans lequel, avant la crise du COVID-19, 820 millions de femmes et d'hommes souffraient de faim chronique et 2 milliards de personnes vivaient une situation d'insécurité alimentaire. La moitié des personnes souffrant de la faim dans le monde sont des producteurs-trices d'aliments, des paysan-ne-s et des travailleurs-euses agricoles salarié-e-s. Leur extrême vulnérabilité dans la crise actuelle résulte du déni systématique de leurs droits fondamentaux : le droit à un environnement professionnel sûr, le droit à l'eau potable, à des installations sanitaires et à un logement décent, le droit de former des syndicats et de négocier collectivement, le droit aux soins de santé et à la protection de la sécurité sociale. Ces droits doivent figurer à l'ordre du jour du G20, et pas seulement en tant que mesures de crise. Les pays les plus riches du monde dépendent, pour leur alimentation, du travail de millions de travailleurs-euses migrant-e-s. Il est inacceptable que les gouvernements, dans leurs efforts en vue de sécuriser au plus vite le flux de travailleurs-euses migrant-e-s, ne consacrent pas de ressources à la protection de leur santé, de leur sécurité et de leurs moyens de subsistance, alors même que de telles mesures sont essentielles pour limiter la propagation du virus.

Les mesures visant à garantir la circulation transfrontalière des denrées alimentaires de base doivent s'accompagner de mesures fortes limitant la spéculation financière liée aux produits alimentaires, faute de quoi nous connaissons une nouvelle « crise des prix alimentaires » similaire à celle qui a accompagné la crise financière de 2008. Les gouvernements avaient fait face à la crise immédiate puis repris leurs activités comme si de rien n'était. L'alimentation et la finance se trouvent aujourd'hui dans des situations plus précaires encore, cependant que le monde est confronté à une nouvelle crise dans ces deux domaines, aux conséquences potentiellement funestes. Les gouvernements mettent en œuvre des mesures qui étaient considérées comme impensables il y a seulement quelques mois de cela. Si les gouvernements du G20 interdisent les ventes à découvert ou conditionnent le

soutien financier aux entreprises à une abstention de distributions de dividendes et de rachats d'actions, il est certainement possible de restreindre les échanges de contrats sur les marchés à terme agricoles afin d'éviter une bulle spéculative.

Les mesures urgentes de lutte contre la crise ne doivent pas détourner l'attention de la nécessité tout aussi impérieuse de reconstruire sur de nouvelles bases un système alimentaire qui épuise les sols, pollue l'eau, détruit rapidement la biodiversité, aggrave la crise climatique et couve de futures pandémies. Le système alimentaire est très vulnérable aux chocs du fait de sa dépendance à l'égard des intrants externes, et en raison des longues chaînes d'approvisionnement. Les systèmes alimentaires locaux ne peuvent pas se développer si les agriculteurs-trices sont encouragé-e-s à ne pas conserver et échanger leurs semences. Les chocs se trouvent amplifiés lorsque les systèmes nationaux de réserves alimentaires sont abandonnés sous la pression, même si ces réserves ne participent jamais au commerce international. La planète peut être ballotée d'une crise à l'autre, ou nous pouvons commencer dès maintenant à mettre en place le système alimentaire durable et solide dont le monde a désespérément besoin.

Dans de nombreuses régions rurales, la fermeture des frontières et la disparition des marchés d'exportation ont plongé dans la misère, du jour au lendemain, des communautés entières qui dépendaient de l'agriculture. Les services fondamentaux ont rapidement cessé d'être assurés. Il est urgent d'apporter un soutien ciblé à ces populations, notamment à travers une aide immédiate à la reconstruction de la production alimentaire locale, de manière à protéger les droits des paysan-ne-s et des travailleuses-agricoles.

Nous avons besoin de toute urgence d'une réponse politique mondiale cohérente, coordonnée par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies. Les syndicats, les organisations paysannes et les organisations de la société civile, dont beaucoup sont actives au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, ont défendu avec constance la souveraineté alimentaire, étant entendu que le droit universel à l'alimentation est indissociable des droits des producteurs d'aliments. Les instruments existants en matière de droits humains – parmi lesquels la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, les conventions de l'OIT, la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales – fournissent une base pour une action concrète visant à défendre le droit à l'alimentation. Il s'agit de garantir leur mise en œuvre si nous voulons prendre toute la mesure de la crise actuelle, et en éviter de nouvelles.

Signée par :

Kirtana Chandrasekaran, coordinatrice de programme international pour la souveraineté alimentaire, Les Amis de la Terre International

Mauro Conti, président du Centro Internazionale Crocevia

Prof. Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation (2008-2014), coprésident du panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables

Fiona Dove, directrice, The Transnational Institute

Paula Gioia, Comité de coordination international, La Via Campesina

Shalmali Guttal, directrice exécutive, Focus on the Global South

Judith Hitchman, présidente, Urgenci

Sue Longley, secrétaire générale, UITA

Sofia Monsalve, secrétaire générale, FIAN International

Rosa Pavanelli, secrétaire générale, Internationale des Services Publics

Tammi Jonas, Alliance australienne pour la souveraineté alimentaire

Stefano Prato, directeur général, Society for International Development

Jim Thomas, co-directeur exécutif, ETC group



FIAN
INTERNACIONAL



Society for International Development



AUSTRALIAN FOOD
SOVEREIGNTY ALLIANCE

